



Cérémonie de signature du nouveau cadre de coopération stratégique 2019-2021 entre le Système des Nations Unies et le Ministère des Affaires Étrangères, décembre 2019 (UNIC)

S O M M A I R E

Le mot du coordonnateur Résident	2-3
Les Objectifs du Développement Durable, toujours une priorité	4-5
Diversification économique	6-11
Développement social	12-17
Gouvernance	18-21
Environnement	22-27
Humanitaire	28-35
Coopération Sud-Sud	36-38
Jeunesse	39
Communication	40-41
Éléments financiers et dépenses et partenaires	42
L'année 2019 en photos	43

ENSEMBLE POUR L'ATTEINTE DES ODD

Le présent rapport est le premier document du Système des Nations Unies en Algérie qui résume les différentes réalisations accomplies en 2019 en réponse aux priorités nationales de Développement Durable et à l'Agenda 2030. Il s'inscrit dans le cadre de la réforme du système de développement des Nations Unies, qui a mis l'identité collective des agences, fonds et programmes au centre des actions de l'ONU, avec le renforcement du rôle du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, en tant que représentant du Secrétaire Général des Nations Unies. Ceci pour assurer une meilleure synergie et plus d'efficacité dans le cadre d'intervention de l'Équipe Pays des Nations Unies. Ce rapport reflète le principe de redevabilité des agences, fonds et programmes onusiens qui opèrent en Algérie.

Je saisis cette occasion de saluer l'excellente relation que nous avons entretenue avec le Gouvernement algérien tout au long de l'année 2019 et d'exprimer ma profonde reconnaissance pour le titre honorifique accordé à l'Ambassadeur coordonnateur résident de l'ONU en Algérie, suite à la présentation de mes lettres de créances au Chef de l'État.

En 2019, le gouvernement Algérien et le système onusien ont signé la révision et l'extension du Cadre de Coopération Stratégique (CdCS) 2019 – 2021, par lequel les deux parties se sont engagées à continuer à œuvrer ensemble pour la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable. Ce cadre constitue la réponse commune du Système des Nations Unies en appui à l'Agenda 2030 à travers 4 domaines de coopération prioritaires, à savoir (i) la Diversification Économique, (ii) le Développement Social ; (iii) la Préservation de l'Environnement et (iv) la Bonne Gouvernance. À ces quatre grands axes, s'ajoutent deux thématiques transversales : la Jeunesse et la Coopération Sud-Sud.

La mise en œuvre de ce CdCS est assurée à travers les programmes-pays des 15 agences, fonds et programmes du Système des Nations Unies. Au cours de l'année 2019, l'équipe des agences résidentes a été élargie avec l'ouverture du bureau de l'Organisation Mondiale pour la Propriété intellectuelle (OMPI) et l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC). Par des actions concertées et une vision commune, ce rapport se veut une vue d'ensemble de l'apport et de l'expertise du Système des Nations Unies mis à disposition de l'Algérie pour appuyer les efforts de développement du pays et l'atteinte des ODD.

En plus de l'appui aux efforts de développement, principal mandat du SNU en Algérie, ce bulletin présente aussi les réalisations des agences humanitaires quant à l'aide humanitaire aux réfugiés Sahraouis dans les camps de Tindouf ainsi qu'aux migrants et réfugiés urbains.

Notre mission, guidée par les objectifs et principes énoncés par la Charte fondatrice des Nations Unies, cible la consolidation du développement durable en Algérie, ainsi que son rayonnement et partage de ses expériences à l'échelle internationale afin que nous puissions jouir d'un monde plus équitable, plus sûr, plus durable et prospère.

Cette année, l'ONU célèbre son 75^e anniversaire par un vaste débat inclusif à l'échelle planétaire sur le rôle de la coopération mondiale dans la construction de l'avenir auquel nous aspirons. Les jeunes sont au cœur de cette consultation car nos actions d'aujourd'hui détermineront le destin des générations futures.



Le ministre des Affaires Étrangères, Sabri Boukadoum, a reçu le 2 juillet 2019 Eric Overvest, qui lui a remis les lettres de cabinet, l'accréditant en qualité de Coordonnateur résident du SNU (APS)

Cette célébration intervient dans le contexte très particulier de la crise sanitaire du Coronavirus-Covid19 qui bouscule le monde et son ordre établi. Cette crise et son impact sanitaire et socioéconomique nous rappellent la nécessité du retour aux principes fondateurs de l'ONU, à savoir la solidarité internationale et l'engagement pour un développement durable et inclusif.

La publication de ce rapport me donne l'occasion de réitérer mes plus vifs et sincères remerciements à mes collègues Représentants des Agences du Système des Nations Unies ainsi qu'à l'ensemble de nos partenaires, qui ont rendu possibles ces réalisations, en relevant leur excellente et totale collaboration, leur indéfectible confiance et cet engagement fort pour la concrétisation de nos objectifs pour l'atteinte de l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de Développement Durable.

Eric Overvest

Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en Algérie

LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, TOUJOURS UNE PRIORITÉ

1 PAS DE PAUVRETÉ



L'Algérie est pleinement engagée dans la réalisation des Objectifs du Développement Durable. Dans le cadre du projet « Appui conjoint du Système des Nations Unies à la coordination de la mise en œuvre et du suivi des Objectifs du Développement Durable par le Gouvernement Algérien », signé en 2018, le Système des Nations unies a poursuivi son appui au Comité interministériel de coordination et de suivi des ODD, présidé par le Ministère des Affaires Étrangères. Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de ce projet :

2 FAIM ZÉRO



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



Appui à la réalisation du Rapport National Volontaire

En 2019, une cinquantaine de pays, dont l'Algérie, ont présenté leurs Rapports Volontaires au Forum Politique de Haut Niveau du Conseil et Social de l'ONU (ECOSOC). L'exercice était consacré à l'examen de six ODD spécifiques relevant des domaines : Éducation (ODD4), Travail décent (ODD8), Réduction des inégalités (ODD10), Changement climatique (ODD13), Paix et justice (ODD16) et Partenariat (ODD17).

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



Dans son rapport 2016-2018, l'Algérie a choisi de passer en revue les réalisations accomplies pour les 17 ODD. Le SNU a accompagné les activités inscrites dans le cadre de ce projet par : **la mobilisation d'un expert national**, en charge d'analyser les stratégies nationales, les cadres juridiques et organisationnels, les réalisations et les défis de chaque objectif ; **la conception et l'impression du rapport** ; **la réalisation d'un reportage vidéo**, présentée à l'ECOSOC, faisant la promotion de l'Algérie et de ses richesses économiques, géographiques et humaines.

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN CÔTÉ ABORDABLE



L'intersectorialité au cœur de deux ateliers de sensibilisation

L'ODD3, la santé et le bien-être pour tous

La santé est une partie intégrante de l'Agenda 2030 et le Programme de Développement Durable souligne l'importance d'agir sur les déterminants de la santé des populations, faisant de la santé une condition préalable du développement durable. Dans ce cadre un atelier, organisé les 1er et 2 juillet 2019, est venu répondre au besoin d'initier des activités de sensibilisation, d'information et de formation sur les ODD en direction des différents intervenants du secteur de la santé.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



L'ODD3 « Bonne santé et bien-être » vise à « permettre à tous de vivre en bonne santé et à promouvoir le bien-être de tous à tout âge ». L'atelier a réuni, en plus des membres du Comité interministériel, des cadres du Ministère de la Santé, coorganisateur de l'atelier, des cadres du Ministère du Commerce, de l'Environnement, et des Énergie Renouvelables, de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche concernés par l'ODD, ainsi que des représentants du milieu académique, du secteur privé et de la société civile intervenant dans le domaine à la santé. L'atelier a permis aux participants de dresser un état des

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



lieux et de se concerter sur des questions comme la couverture sanitaire universelle ; le suivi des indicateurs de l'ODD3, l'intégration de l'ODD3 dans le programme de développement de l'Algérie (expériences sectorielles) et le partenariat public-privé pour l'atteinte de l'ODD3.

Plusieurs recommandations ont été formulées : la consolidation de l'intersectorialité et le partage d'informations et des expériences pertinentes et des bonnes pratiques, en veillant à l'engagement régulier des différentes parties prenantes ; le renseignement de la liste nationale des indicateurs ; la valorisation des résultats de la recherche au service de la mise en œuvre de l'ODD3 ; l'adoption des approches participatives ; mise en place d'une plateforme sur l'ODD3 permettant le partage et l'utilisation de l'information en vue de renforcer la coordination, sectorielle et inter sectorielle ; l'identification des projets et des initiatives intersectoriels innovants en vue de capter et catalyser des financements de différents partenaires.

L'ODD5, l'égalité des sexes : un socle transversal pour l'atteinte de l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 énonce un niveau fort niveau d'engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes à travers l'adoption d'un objectif spécifique « ODD5 », en plus de l'intégration de 37 cibles sensibles au genre dans 10 autres ODD.

C'est ainsi que l'Agenda 2030 intègre comme domaines d'action les questions fondamentales de l'égalité des sexes, telles que l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, l'élimination des mesures discriminatoires sur la santé sexuelle et reproductive, la reconnaissance et la valorisation des soins et du travail domestique ainsi que la participation des femmes aux processus de prise de décision.

Dans cette optique, un atelier organisé les 16 et 17 octobre a été consacré au renforcement des capacités nationales sur la transversalité de l'ODD relatif à l'Égalité entre les Sexes. L'atelier organisé en partenariat avec le Ministère des Affaires Étrangères et le Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme avait pour objectif principal le renforcement de la transversalité de l'ODD 5 dans les politiques publiques et programmes nationaux.

Les 4 sessions de l'ateliers ont fait l'objet de travaux de groupes. Les travaux ont été sanctionnés par un nombre de recommandations : renforcer l'intersectorialité pour une meilleure intégration de l'ODD 5 avec une plus grande implication des membres de la Commission nationale de la protection et de la promotion de la Femme ; développer une feuille de route conjointe pour une plus grande appropriation de l'ODD 5 par le biais de la Commission nationale ; actualiser et exploiter la base de données sur le genre développée par les secteurs en 2013 dans le but de renseigner les cibles et indicateurs de l'ODD5 et prioriser les cibles ; renforcer l'engagement des décideurs à tous les niveaux par une large sensibilisation à l'égalité du genre ; renforcer la désagrégation des données, par sexe, handicap, milieu, âge pour mieux cerner les écarts de genre afin d'assurer l'atteinte de l'ODD5.





Dans la commune de Babar (Khenchela), la valorisation de l'artisanat traditionnel, en particulier le tapis de Babar mondialement réputé, a été identifiée comme l'une des priorités de développement par les acteurs locaux (PNUD)

Dans le but de réduire la dépendance de l'Algérie à l'égard des hydrocarbures et consolider le système productif suivant le nouveau modèle économique, le SNU s'est engagé en 2019 aux côtés de l'Algérie dans plusieurs domaines d'intervention.



DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

AVEC

Les Ministères de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche ; du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale ; de l'Industrie et des Mines ; de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Agriculture et agro-industrie



Le SNU a aidé l'Algérie à préparer une stratégie de développement de la filière figue de barbarie (Opuntia). Ce projet incluait des consultations de diagnostic des ressources et de la filière, et

des formations sur les maladies et la prévention au profit des cadres du secteur et représentants d'associations. Une étude sur l'agriculture familiale à petite échelle a également été réalisée.

Développement de l'entrepreneuriat féminin et des jeunes



Dans le domaine de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes, le SNU a fourni un appui à l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ) pour le développement de plans d'actions visant à améliorer et adapter ses services au profit des besoins spécifiques des jeunes femmes et hommes entrepreneurs

Il a également contribué au renforcement des capacités de l'ANSEJ pour l'accompagnement des jeunes à la création et à la gestion de leurs entreprises grâce à la mise à niveau de 25 cadres-formateurs GERME (Gérez Mieux Votre Entreprise) de l'ANSEJ.

Des formations ont été dispensées au profit de 25 représentants d'associations de femmes entrepreneures et partenaires publics en analyse financière des projets d'investissement et de méthodologie de promotion des investissements.

Après une enquête auprès de 201 femmes entrepreneures algériennes, les résultats ont fait l'objet d'un rapport préparé en collaboration avec le Centre de Recherches sur l'Entrepreneuriat de l'Ecole de Management de Lyon (EmLYON).

66 projets selon la méthodologie ONUDI ont été identifiés par les associations dans 5 wilayas (Tizi Ouzou, Khenchela, Tipaza, Batna et Sétif).

Le SNU a également réalisé deux cartographies. La première, sensible au genre des chaînes de valeur, visait à identifier les secteurs de croissance prioritaires et les chaînes de valeurs propices à l'inclusion économique des femmes, dans l'agroalimentaire et les autres sous-secteurs manufacturiers.

La seconde, sensible au genre de l'accès aux TIC, visait à recueillir par enquête des données sur l'accès aux TIC et leur utilisation par les femmes entrepreneures, afin d'établir les scénarios de référence et d'identifier

les besoins spécifiques.

Création d'emploi formation

Pour l'emploi des jeunes, un appui a été fourni aux institutions locales pour la création d'emplois et la promotion du développement économique à l'échelon local dans deux wilayas ciblées : Adrar et Médéa. Une étude sur la situation socio-économique et sur les jeunes dans les deux wilayas a été réalisée en parallèle d'une cartographie des organisations de jeunes. Des réseaux et plateformes d'entrepreneuriat et d'emploi des jeunes ont pu être identifiés.

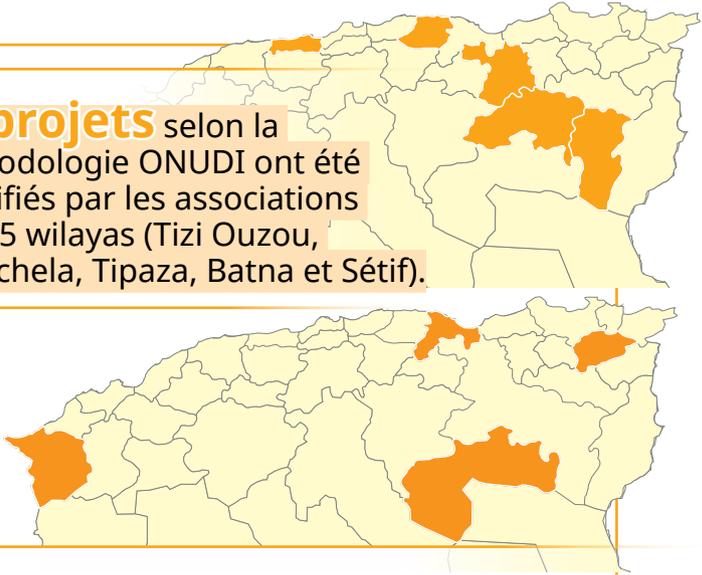
Le SNU a également assuré une formation pour de jeunes entrepreneurs (hommes et femmes) sur le concept et la pratique de l'innovation sociale et économique dans les entreprises, l'approche orientée client, la compétitivité, le marketing et les partenariats.

Sept plans communaux de développement « de nouvelle génération » élaborés selon une approche inclusive, sont en cours de finalisation.

Un appui a été apporté à 16 organisations de la société civile locale, ciblant en priorité des jeunes et des femmes à travers un processus d'incubation de projets associatifs de développement local inclusif, intégré et durable.

Le SNU a financé 11 projets associatifs de développement local, ciblant en priorité l'inclusion socio-économique des jeunes et des femmes, issus de secteurs prioritaires définis par les acteurs locaux

Enfin, une coopérative de femmes rurales a été créée dans le cadre du projet de préservation des zones humides de Guerbes-Sanhadja pour tirer profit de la



66 projets selon la méthodologie ONUDI ont été identifiés par les associations dans 5 wilayas (Tizi Ouzou, Khenchela, Tipaza, Batna et Sétif).



Dans les **universités** pilotes des wilayas de Béjaïa, Biskra, Guelma et Tlemcen, de nouveaux services ont été mis en place pour faciliter aux jeunes diplômés leur recherche d'emploi et leur insertion professionnelle.

chaîne de valeur de la figue de barbarie.

En termes de création d'emploi et de formation, le SNU a réalisé une revue des dispositifs publics ANSEJ et CNAC de soutien à la création d'entreprise et du DAIP pour l'insertion des primo-demandeurs d'emploi et formulation de recommandations pour leur amélioration.

Il a participé au renforcement des capacités institutionnelles (Formation de 4 cadres du MTESS et de l'ANEM) pour la mise en place de systèmes d'information sur le marché du travail.

Dans les universités pilotes des wilayas de Béjaïa, Biskra, Guelma et Tlemcen, de nouveaux services ont été mis en place pour faciliter aux jeunes diplômés



Financement de 11 projets associatifs de développement local, ciblant en priorité l'inclusion socio-économique des jeunes et des femmes (AFP)

Le SNU a financé **11 projets** associatifs de développement local, ciblant en priorité l'inclusion **socio-économique** des jeunes et des femmes issus de secteurs prioritaires définis par les acteurs locaux

leur recherche d'emploi et leur insertion professionnelle. Des Clubs de Recherche d'Emplois (CRE) ont aussi été créés (421 participants à ces clubs avec un taux d'insertion après 3 mois de 32%).

Une Malette sur les Techniques de Recherche d'Emploi (TRE) incluant des guides (arabe, français) ; des jeux sur les compétences, attitudes et métiers ainsi qu'une plateforme e-learning sur les TRE a été distribuée. 7 300 jeunes ont été formés à travers les ateliers TRE et 736 jeunes à travers la plateforme e-learning.

Le SNU a également fourni un appui technique à l'ANEM pour la réalisation d'analyse et prévisions du marché du travail au niveau local dans 7 wilayas (Alger, Béjaïa, Biskra, Boumerdes ; Guelma ; Mostaganem ; Tipaza ; Tissemsilt ; Tlemcen) et réalisé des enquêtes d'employabilité auprès des diplômés des universités de Béjaïa, Biskra, Tlemcen, Alger 3, Mostaganem et Guelma.

Des programmes de formations complémentaires ont été mis en place au profit de 60 jeunes au sein des entreprises dans les wilayas de Béjaïa, Biskra et Tlemcen.

18 Conseillers de Centre de Carrières (CDC) sur l'orientation professionnelle ont été formés via l'outil d'orientation professionnelle Tamheed (tamheed.org). Tamheed propose aux demandeurs d'emploi un test psychométrique adapté, disponible en trois langues (arabe, anglais, français).

3 bourses ont été attribuées pour une participation du MTESS et du CREAD au Forum mondial de partage de connaissances sur la transition vers l'économie formelle

Un Master en « Art et Design urbain » a été développé à l'université de Constantine 2 où le SNU a également contribué à la formation de formateurs.

Un centre de formation aux métiers de la bijouterie a été inauguré à Batna.

Les capacités des acteurs locaux en vue d'orienter stratégiquement l'investissement (public ou privé) dans des secteurs catalyseurs et à fort potentiel de création d'emplois ont été renforcées. En 2019, 7 communes sur 10 ont défini leurs secteurs prioritaires et potentiels de manière participative : agriculture, tourisme, artisanat, culture et valorisation du patrimoine.

Des formateurs nationaux, choisis parmi des formateurs issus d'établissements publics spécialisés et des cadres associatifs ont pu bénéficier de formations.

7 300 jeunes ont été formés à travers les ateliers TRE et **736** jeunes à travers la plateforme **E-learning**



Le SNU s'est engagé en faveur du développement de l'économie verte, notamment en développant des microentreprises forestières basées sur certains produits forestiers non ligneux, à l'instar du Pin pignon (DR)



Appui au système de propriété intellectuelle : brevets, marques, modèles, dessins, appellations d'origine et droits d'auteur

Dans le domaine de l'appui au système de propriété intellectuelle, le SNU a mené une visite d'études sur les Centres d'Appui à l'Innovation et à la Technologie (CATIs) et le Traité de Coopération en matière de brevets (PCT) au profit de Coordinateurs de CATI et de fonctionnaires de l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI).

Il a aussi contribué aux efforts de sensibilisation aux effets néfastes de la contrefaçon.

En plus du renforcement du réseau national de Centres d'Appui à l'Innovation et à la Technologie (CATIs), il a été organisé une Journée nationale de sensibilisation sur les marques, dessins et modèles industriels. Des indications géographiques et des discussions ont été lancées sur la relance du processus de formulation d'une Stratégie Nationale de Propriété intellectuelle.



Développement de l'économie verte

Le SNU s'est aussi engagé en faveur du développement de l'économie verte, notamment en développant des microentreprises forestières basées sur certains produits forestiers non ligneux en Algérie, à l'instar du Romarin, du Caroubier et du Pin pignon. Un diagnostic a été réalisé sur l'état de la ressource et la structuration de la filière. Une formation a été dispensée en développement de marché au profit de cadre de la DGF et de porteurs de projet, analyse du cadre juridique régissant les

PFNLs, et réalisation d'un protocole d'accord (LoA) avec l'Ecole Supérieure des Sciences de l'Aliment et des Industries Agro-alimentaires (ESSAIA).

Un appui au secteur privé a été fourni pour le développement des Modes de Consommation et de Production durable (MCPD) et à la création d'entreprises pour le développement des MCPD. Un atelier sur l'économie verte et les énergies renouvelables a été organisé.



L'appui à l'économie bleue et la pêche

Enfin, en faveur de l'économie bleue et de la pêche, des ateliers pour l'appui au développement de l'aquaculture saharienne ont été organisés. Un

réseau d'opérateurs et agriculteurs pratiquant l'activité aquacole en milieu saharien a été développé.



Élaboration de la stratégie nationale d'exportation

L'élaboration de la stratégie nationale d'exportation pour la période 2019-2023 a été développée par le Ministère du Commerce avec l'appui et l'assistance technique du SNU. Le projet a porté, entre autres, sur la sélection de 4 stratégies sectorielles couvrant des secteurs présentant un bon potentiel à l'export :

les produits de l'industrie agro-alimentaire, les produits de l'industrie pharmaceutique, les pièces et composants mécaniques et électroniques de l'industrie automobile, les technologies de l'information et de la communication.



Célébration de la Journée Mondiale de Lutte contre le SIDA 2019 (ONUSIDA)

L'Algérie a investi des ressources considérables pour améliorer les conditions de vie de la population, réduire les disparités sociales, générationnelles, de genre et géographiques et à créer des espaces d'intégration des catégories vulnérables et défavorisées. Elle a également poursuivi sa politique d'éradication de la pauvreté, à travers des dispositifs de soutien, d'aide et d'intégration, qui ont permis un recul significatif de la pauvreté. Pour consolider ces acquis, le SNU a donné en 2019 la priorité aux domaines d'intervention suivants, qui correspondent à plusieurs cibles des objectifs de développement durable spécifiques.





AVEC *Les Ministères de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière ; de l'Éducation Nationale ; de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme ; du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale ; de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire ; de la Jeunesse et des Sports, les organisations de la société civile et le secteur privé.*



Renforcement de la qualité des services et de la gouvernance du système de santé

Les capacités institutionnelles sur l'importance du développement de la petite enfance, sur la base des données des recherches scientifiques en neurosciences, ont été renforcées par le biais d'un plaidoyer qui a mené à un séminaire national réunissant 16 secteurs institutionnels, des OSC clés (ONPPE), des experts nationaux et associatifs. Des ateliers thématiques (santé, nutrition, protection, apprentissage précoce et parentalité) ont été conclus par des recommandations.

Une première campagne de communication a été lancée sur le développement de la petite enfance #LesPremiersMomentsComptent, largement diffusée sur les médias publics, privés et les réseaux sociaux.

Pour accélérer et amplifier la riposte nationale au regard de la dynamique de l'épidémie du VIH/sida et assurer un accès universel à la prévention, au traitement et aux soins tout en améliorant la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH, un appui a été apporté au développement du nouveau Plan National Stratégique IST/VIH/SIDA 2020-2024 (PNS).

Le SNU a également apporté son appui pour l'obtention d'un financement du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme au Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière d'un montant de 3,6 millions USD pour la période 2020-2022, afin de financer le plan de travail de transition (une composante du PNS 2020-2024) élaboré par les différentes parties prenantes de la riposte nationale au SIDA, y compris les organisations de la société civile.

Un atelier de réflexion sur la problématique de la discrimination liée au VIH/sida en milieu de soins a été organisé avec pour but de favoriser les droits humains contre ces discriminations pour un accès large et équitable aux services VIH pour les

100 médecins généralistes des structures de soins de base de **10 wilayas** de l'ouest et du sud-ouest ont été formés pour prendre en charge les citoyens présentant des problèmes de santé mentale, afin d'améliorer la couverture des soins en santé mentale dans ces régions en manque de médecins spécialistes.



Jeune sportive à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Enfance, le 20 novembre 2019 (UNICEF)

5 millions d'enfants et adolescents âgés de **8 à 14 ans** ont pu bénéficier d'une leçon sur les droits de l'enfant et les liens avec les ODDs dans le cadre de l'initiative mondiale The World's Largest Lesson.

personnes vivant avec le VIH et les populations clés et vulnérables.

Un atelier d'orientation sur le lien entre la violence basée sur le genre (VBG) et le VIH s'est aussi tenu dans le cadre d'un projet régional conjoint initié par le réseau des femmes vivant avec le VIH (MENAROSA) pour contribuer à l'élimination de la violence basée sur le genre à l'égard des femmes vivant avec le VIH dans la région MENA.

Un appui a été apporté au processus d'évaluation de la Stratégie Nationale de l'Élimination de la Transmission du VIH de la Mère à l'Enfant (ETME) pour la période 2013- 2018, les résultats et les recommandations de cet exercice ont été présentés lors de l'atelier de validation qui a regroupé toutes les parties prenantes de la riposte au SIDA.

Une feuille de route sur la planification familiale a été élaborée avec suivi d'actions dans le cadre de l'initiative mondiale du Groupe H6 pour accélérer le soutien à la santé des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents, filles et garçons.

Un appui a été fourni à la sensibilisation et au renforcement de la mesure de l'ODD#3 pour la bonne santé et le bien-être, à l'approvisionnement des produits contraceptifs et au plan national de réduction accélérée de la mortalité maternelle.

La certification de l'Algérie a été obtenue pour la lutte contre le paludisme et le tétanos maternel et néonatal.

Un plan national d'action conjointe santé-environnement a été mené dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration de Libreville.

L'outil Workload Indicators of Staffing Need (WISN) a été implanté sur le terrain et les capacités pour son utilisation renforcées dans plus d'une dizaine d'établissements de santé.

Le plan national de prévention et dépistage des cancérigènes professionnels avec élaboration et

Une équipe nationale constituée de **45** fonctionnaires du Ministère de l'Éducation Nationale (inspecteurs, statisticiens, psychomètres, conseillers d'orientation) a été mise en place. Des membres de cette équipe ont été formés sur les modules de l'évaluation des acquis scolaires.

dissémination de protocoles de dépistage des substances cancérigènes professionnels a été élaboré et validé.

De nouvelles méthodologies de gestion basées sur les résultats et de suivi et évaluation des programmes ont été fournies à 40 chargés de programmes de lutte contre les maladies non transmissibles et leurs facteurs de risque.

100 médecins généralistes des structures de soins de base de 10 wilayas de l'ouest et du sud-ouest ont été formés pour prendre en charge les citoyens présentant des problèmes de santé mentale afin d'améliorer la couverture des soins en santé mentale dans ces régions en manque de médecins spécialistes.

Appui à l'alignement des politiques éducatives avec l'ODD 4 et ses cibles

Les capacités des inspecteurs du Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) sur la Convention des droits de l'enfant et les ODDs ont été renforcées.

5 millions d'enfants et adolescents âgés de 8 à 14 ans ont pu bénéficier d'une leçon sur les droits de l'enfant et les liens avec les ODDs dans le cadre de l'initiative mondiale The World's Largest Lesson.

Une étude qualitative a été menée sur les

dépensements scolaires (enquêtes menées auprès d'enfants et adolescents à risque et des jeunes ayant décroché au niveau de 8 wilayas).

Une équipe nationale constituée de 45 fonctionnaires du MEN (inspecteurs, statisticiens, psychomètres, conseillers de l'orientation) a été mise en place. Des membres de cette équipe ont été formés sur les modules de l'évaluation des acquis scolaires.



Des élèves du primaire participent à la Plus Grande Leçon du Monde pour célébrer les 30 ans relatifs à la Convention des droits de l'enfant, le 20 novembre 2019 (UNICEF)



Appui aux organismes chargés de la réalisation des projections d'offres et de demandes d'emploi

Le SNU a fourni un appui technique à l'ANEM pour la réalisation d'analyses et prévisions du marché du travail au niveau local dans 7 wilayas (Alger, Béjaïa,

Biskra, Boumerdes ; Guelma ; Mostaganem ; Tipaza ; Tissemsilt ; Tlemcen).



Appui au renforcement des systèmes de protection sociale

Les capacités nationales sont renforcées en matière de mesure et d'analyse de l'équité sociale, et une mesure nationale de la pauvreté multidimensionnelle des enfants et des jeunes est produite par le CNES et les institutions nationales membres de la cellule équité ad hoc créée par le CNES, cette mesure est validée par le Gouvernement et utilisée dans le rapport national volontaire de l'Algérie à l'ECOSOC dans le cadre de l'engagement du Gouvernement à soutenir de manière efficace et efficiente les populations les plus vulnérables.

Un plaidoyer soutenu est mené en faveur d'une protection sociale universelle pour les enfants à travers la participation d'une délégation gouvernementale de haut niveau à la conférence internationale de Genève sur les allocations universelles pour les enfants, et une série de

consultations et de productions analytiques soutenant ce plaidoyer.

Les capacités nationales en matière de mesure et d'analyse de l'équité sociale ont été renforcés, avec la production d'une mesure nationale de la pauvreté multidimensionnelle des enfants et des jeunes par le CNES et les institutions nationales membres de la cellule équité créée par le CNES. Cette mesure est validée par le Gouvernement et utilisée dans le rapport national volontaire de l'Algérie à l'ECOSOC dans le cadre de l'engagement du Gouvernement à soutenir de manière efficace et efficiente les populations les plus vulnérables.

Un plaidoyer soutenu est mené en faveur d'une protection sociale universelle pour les enfants à travers la participation d'une délégation gouvernementale

de haut niveau impliquant le Ministère des Finances, le Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, l'Office National des Statistiques, à la conférence internationale de Genève sur les allocations universelles pour les enfants, et grâce à une série de consultations et de productions analytiques soutenant ce plaidoyer.

Une étude sur la faisabilité de la digitalisation des aides sociales au niveau local a été initiée en partenariat avec le Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, afin d'aboutir à un projet engageant le Ministère dans un processus de transformation de la gestion des aides sociales basée sur le digital.



Participation politique des femmes

Les femmes élues ont bénéficié de sessions de renforcement spécifiques, afin de renforcer leur rôle politique au sein des assemblées élues et de s'assurer de la prise en charge des besoins des femmes dans les processus de planification et d'élaboration des politiques publiques. Trois sessions de formation sur l'intégration de l'approche genre dans la planification locale, les principes d'inclusion et de vulnérabilité, mais aussi sur les approches de mobilisation, d'alliances et de communication, ont été mises en œuvre. Des femmes représentantes de la société civile ont également été intégrées dans le plan de formation.

Le renforcement des capacités des femmes élues a permis de relever l'importance de leur

rôle au Parlement (les mécanismes du contrôle parlementaire, la légistique, et la communication notamment le médias training) et a également permis que leur représentation soit effective et durable.

Au niveau local, et à travers les communes pilotes du CapDeL, 13 formatrices, en majorité élues des wilayas ont bénéficié d'une formation. Ces dernières ont coaché 30 femmes élues communales, renforçant de manière significative leur rôle au sein de l'APC, leurs échanges avec les autres acteurs du développement local et leur participation active au processus de développement local. Cet appui a été complété par la sensibilisation de 9 hommes élus en tant que « champions du genre », dont les résultats demeurent mitigés et n'ont pas encore été évalués.

Appui à la protection des filles et des femmes

Une formation sur la gestion des migrants vulnérables, avec une attention particulière aux filles et aux femmes, a été dispensée à 17 représentants du ministère des Affaires Étrangères, de l'Intérieur, du Croissant-Rouge Algérien et du Conseil National pour le Droits de l'Homme.

Un appui a été fourni au renforcement des capacités nationales sur l'intégration du genre dans les

politiques publiques (Atelier ODD5).

Une étude qualitative a été menée sur le rôle et les responsabilités des hommes et des femmes, et leur perception de la violence en Algérie. La violence basée sur le genre a également fait l'objet de messages de prévention à travers l'implication des organisations de la société civile.

Le SNU a fourni un **appui technique** à l'ANEM pour la réalisation d'analyse et prévisions du marché du travail au niveau local dans **7 wilayas** (Alger, Béjaïa, Biskra, Boumerdes ; Guelma ; Mostaganem ; Tipaza ; Tissemsilt ; Tlemcen).



Une expertise pour la transformation du Conseil Constitutionnel d'un organe consultatif vers un tribunal de plein exercice a été fournie par le SNU (AFP)

Dans le sillage des efforts de diversification de son économie et de préservation de sa politique sociale, l'Algérie est résolue à poursuivre la modernisation des services publics et l'amélioration de la qualité des prestations pour répondre à la demande exigeante et sans cesse croissante des citoyens. Pour apporter son soutien à la mise en œuvre des principes de bonne gouvernance dans les espaces d'administration et d'entreprise et à la consolidation des droits humains et de la démocratie participative et inclusive, le SNU est intervenu en 2019 dans les domaines suivants.





AVEC *Les Ministères des Affaires Étrangères ; de la Justice ; de la Défense (Gendarmerie Nationale) ; de l'Intérieur et des Collectivités Locales (Direction Générale de la Sûreté Nationale) ; de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière ; de l'Éducation Nationale ; de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme*



Développement local pour réduire les inégalités, Renforcement du dialogue politique entre les autorités nationales et locales, et les échanges de bonnes pratiques de gestion des villes

Cette année, une aide au renforcement des capacités des acteurs locaux (élus, administration locale, société civile et acteurs économiques) sur la planification stratégique locale, à savoir l'élaboration d'un Plan Communal de Développement (PCD) « de nouvelle

génération » a été apportée. Ce renforcement permet, dans son volet développement économique local d'orienter stratégiquement l'investissement (public ou privé) dans des secteurs potentiels qui sont à mêmes de créer des emplois et des revenus.



Renforcement des institutions nationales, y compris la lutte contre la criminalité

Le SNU a apporté, en partenariat avec la Direction Générale de la Sûreté Nationale et le Ministère de la Justice, son appui aux efforts de l'Algérie en matière de renforcement des capacités dans la lutte contre le terrorisme, notamment l'enquête et la poursuite des infractions commises via Internet et sur l'échange d'expérience en matière de mesures de contrôle aéroportuaire contre les combattants terroristes étrangers.

Des ateliers d'appui au développement d'un cadre juridique spécifique contre la traite et en vue d'établir un mécanisme d'orientation des victimes de la traite des personnes ont été organisés.

Un appui au renforcement des capacités des cadres

du Ministère de la Solidarité Nationale de la Famille et de la Condition de la Femme du Ministère de l'Éducation Nationale a été apporté, dans la gestion axée sur les résultats.

Dans l'objectif d'intensifier la coordination et la collaboration pour la mise en œuvre de la loi de protection de l'enfant de 2015, le SNU a contribué au renforcement institutionnel de l'Organe National pour la Protection et la Promotion de l'Enfance (ONPPE) en soutenant et en facilitant des espaces de dialogues intersectoriels et d'échanges d'expériences à travers le soutien technique :

- Au séminaire international sur l'importance du signalement dans la protection de l'enfant en danger.

-À la rencontre nationale sur la mise en réseau des organisations de la société civile actives dans les domaines de la promotion et de la protection de l'enfance.

Du matériel de communication et de vulgarisation de la loi de protection de l'enfant de 2015 a été produit en direction des enfants, des familles et des professionnels. Cette opération s'est accompagnée de la promotion de « la cellule d'atteintes aux droits de l'enfants » accessible par le numéro vert d'assistance téléphonique aux enfants le 11.11.

Sur les réseaux sociaux, une page a été créée pour impulser une synergie entre les 30 organisations de la société civile partenaires du projet « Réinsertion des détenus », et promouvoir leur intervention et leurs activités sur la réinsertion. Cette page renforce aussi leur crédibilité vis-à-vis de l'administration pénitentiaire et leur population cible : les détenus bénéficiaires. Le travail s'est traduit par un suivi d'ex-détenus par les psychologues des OSC, dans la continuité de leur prise en charge psychologique entamée en phase carcérale.

Le SNU a contribué à la promotion des droits fondamentaux par la réinsertion sociale des femmes et des jeunes détenus.

Une expertise pour la transformation du Conseil Constitutionnel d'un organe consultatif vers un tribunal de plein exercice a été fournie.



Génération d'évidences pour informer les politiques sociales et appui au suivi des ODD

Le SNU a fourni un appui au renforcement des capacités des membres des Comités de Population de Wilaya sur les ODD, dividende démographique et approche multisectorielle.



Garde républicain algérien (AFP)



Appui à la gouvernance transparente et à la mise en œuvre du droit d'accès à l'information publique

Un partenariat avec l'Organe National de Prévention et de Lutte contre Corruption (ONPLC) a été signé pour la formulation d'une stratégie de suivi des

obligations de la convention anti-corruption ratifiée par l'Algérie.



Appui à la réforme en matière de planification de l'habitat et de l'urbanisation

Les capacités des acteurs du développement local ont été renforcés dans le cadre de l'élaboration de PCD « de nouvelle génération » qui intègrent la régénération urbaine visant à rationaliser le patrimoine immobilier communal et son exploitation à des fins de création d'activités génératrices d'emplois et de revenus pour les populations locales.

Dans la commune pilote d'El Khroub, le président de l'APC a impliqué le Conseil Consultatif Communal dans le recensement des bâtisses propriétés et terrains de la Commune. Le CCC sera consulté sur

leur exploitation future pour des projets de création de start-up, de marchés ou d'autres projets de développement local afin de préserver les terres agricoles et d'orienter le foncier communal vers des projets qui profitent à l'ensemble de la communauté.

Un atelier a été organisé sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Il a rassemblé des professionnels du patrimoine et des experts d'autres domaines ayant trait à la question de la sauvegarde des paysages culturels et notamment les paysages urbains.



Valorisation de l'expérience algérienne en matière de lutte contre le terrorisme

À l'occasion de différents forums régionaux, des experts algériens ont été conviés à partager l'expertise et l'expérience algériennes dans des conférences et ateliers régionaux en matière de lutte contre le terrorisme

Des ateliers nationaux dans les pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest et du Moyen-Orient ont été organisés grâce à la contribution substantive d'experts de la Gendarmerie nationale et DGSN et du Ministère de la Justice.



Appui à la définition d'une nouvelle politique culturelle

L'Algérie a obtenu un financement de SIDA (Agence Suédoise de Coopération Internationale), en vue de soutenir la mise en œuvre de la Convention de 2005 de l'UNESCO sur la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles.

Un atelier de réflexion a été organisé en novembre 2019, sur le renforcement du cadre institutionnel et juridique de sauvegarde du patrimoine matériel, avec la Convention du patrimoine mondial (1972) et la Recommandation concernant le paysage urbain historique (2011) de l'UNESCO comme fer de lance.



Le programme de conservation des espèces phares dans la région du Tassili N'Ajjer Ahaggar voit la finalisation en cours du plan de conservation du guépard et des espèces proies (AFP)

L'Algérie fait face à de nombreux défis en matière de préservation de l'environnement et de changement climatique. L'urbanisation rapide et la surexploitation des ressources naturelles sont autant de facteurs qui accentuent la dégradation des écosystèmes, détériorent la biodiversité et ralentissent les capacités de régénération des espèces animales et végétales.

Bien que l'immensité du territoire algérien permette une richesse de la biodiversité, celle-ci demeure néanmoins vulnérable et soumise à l'influence de nombreux facteurs endogènes (capacités de prise en charge, mise en œuvre des réglementations) et exogènes (changement climatique, désertification).

Face à ces périls et dans le but d'améliorer le cadre de vie et la résilience des citoyens, grâce à une gestion participative durable des écosystèmes naturels et urbains, en 2019, le SNU a apporté son soutien aux efforts gouvernement en focalisant son intervention dans les domaines suivants.





Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



AVEC *Les Ministères de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche ; de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire ; de la Culture ; de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, de l'Environnement et des Énergies renouvelables.*



Appui à la gestion durable des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique

Le SNU a appuyé la mise en œuvre de la stratégie de lutte préventive pour réagir rapidement contre le début des crises acridiennes et donc sauvegarder les ressources agrosylvopastorales. Ce soutien a également concerné la mise en œuvre du programme de recherche visant à analyser l'impact du changement climatique dans le fonctionnement des biotopes du Criquet pèlerin, ainsi que la mise en œuvre du cahier des charges environnementales afin de minimiser l'impact de l'utilisation des pesticides conventionnels sur la santé humaine et l'environnement.

Le SNU a aussi contribué à la promotion de la lutte biologique contre le criquet pèlerin, plus respectueuse de l'environnement par l'utilisation de champignons entomopathogènes sans effets toxiques sur la faune et la flore et l'utilisation d'outils de surveillance modernes.

Il a apporté son assistance technique dans la gestion des feux de forêt et son appui à la préparation d'un plan national de gestion des incendies, sessions de formations sur la Recherche des Causes des Incendies (RCI), sessions de formation sur le retour d'expérience en matière de prévention des incendies.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme

2030 pour l'efficacité/la productivité de l'eau et la durabilité de l'eau dans la région Near East North Africa, des sessions de formations ont été organisées sur la comptabilité de l'eau, la gestion des stations météo, l'audit de l'eau, et la mobilisation de l'eau avec notamment une session consacrée à la dimension genre dans l'irrigation.

Un atelier de validation de la stratégie de développement de l'huile d'olive biologique en Algérie a aussi été organisé.

8 formations – dans le cadre de CopeMed EC Y10, coordination pour soutenir la gestion durable des pêches en Méditerranée occidentale et centrale – ont été dispensées au profit du personnel du CNRDPA et de la direction de la Pêche à l'évaluation des stocks de poissons. À noter aussi : l'appui au financement de 3 projets, sur l'évaluation des indicateurs socioéconomiques de la pêcherie du port d'Annaba, l'évaluation des stocks de la sardine et du merlu pêchées dans le golfe d'Annaba, et l'application de l'approche écosystémique au niveau de la côte ouest de Béjaïa.

Une étude d'évaluation des politiques en matière de sécurité alimentaire a également été menée.



Exercice de simulation de gestion d'une catastrophe naturelle au Centre de formation de la protection civile. Cette simulation va alimenter l'élaboration de la méthodologie de prévention et de gestion des risques majeurs au niveau communal, une des composantes stratégiques du Programme CapDeL (PNUD)



Appui à la lutte contre la pollution

Le SNU a lancé le projet de mobilisation du potentiel des eaux usées traitées et des eaux de drainage pour le développement agricole en Afrique du Nord.



Renforcement des capacités des autorités locales à intégrer la résilience environnementale dans les plans urbains grâce à une planification de la ville intelligente

Un guide méthodologique d'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Majeurs au niveau local dans le cadre du Protocole de Sendai a été réalisé. Il vise à comprendre les risques de catastrophe, à renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer, à investir dans la réduction

des risques de catastrophe aux fins de la résilience, à renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction.



Appui à l'industrie durable

Un projet pour la préservation de la nappe phréatique de la Mitidja avec la contribution financière du secteur privé a été développé.

Autre réalisation dans le secteur : la conversion du HCFC-22 dans la fabrication de climatiseurs individuels dans une entreprise privée algérienne représentant 40% du marché.



Consommation et production responsables

Deux ateliers ont été organisés : un pour la concertation sur les solutions au gaspillage alimentaire (avec un document de pré-stratégie

élaboré) et un de formation à la réduction du gaspillage alimentaire à travers l'information et la sensibilisation du consommateur.



Préservation de la biodiversité marine

Dans le cadre de Blue Hope Initiative en Méditerranée, un atelier sur le développement d'activités de diversification de la pêche professionnelle notamment le pèsectourisme a été organisé. Il s'est accompagné d'un atelier sur

la stratégie d'investissement et de financement durable et responsable afin d'élaborer des plans d'investissement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et les chaînes de valeurs associées.



Préservation des écosystèmes terrestres

La lutte contre le criquet pèlerin a fait l'objet d'une mise en œuvre de la stratégie de lutte préventive et de l'intégration des biopesticides dans la lutte biologique, en particulier lors des campagnes de

lutte préventive respectueuse de l'environnement, suite à plusieurs travaux de recherche démontrant l'efficacité de des biopesticides appliqué en barrière.



Dans le cadre de Blue Hope Initiative en Méditerranée, un atelier sur le développement d'activités de diversification de la pêche professionnelle notamment le pescatourisme a été organisé (AFP)



Essaim de criquets pèlerin (CLCPRO)

Une cartographie des zones écologiquement sensibles au traitement par les pesticides afin qu'elles ne soient pas traitées par les pesticides chimiques a été élaborée. Cette cartographie disponible dans sept des dix pays membres de la CLCPRO, est en phase de finalisation dans les trois pays restant.

Un atelier de validation du PPG du projet de réhabilitation et développement durable intégré des paysages de production de chêne liège a été organisé.

Le projet Fonds pour l'environnement mondial, de Gestion intégrée des forêts et de la biodiversité pour le développement durable du massif des Bibans a été validé.

Concernant le Projet Parcs culturels, le programme de conservation des espèces phares dans la région du Tassili N'Ajjer Ahaggar voit la finalisation en cours du plan de conservation du guépard et des espèces proies. Des progrès positifs ont également été enregistrés dans la réduction des pressions sur les services écosystémiques à travers des investissements en matière d'écodéveloppement.

Le SNU a apporté son appui au renforcement des capacités de gestion du système national de parcs culturels et a lancé un programme de formation professionnelle, universitaire et continue.

Concernant le Projet APA, les travaux d'analyse des politiques sectorielles, du contexte législatif et réglementaire national existant en matière d'environnement, biodiversité, RB, RG, CTA et DPI et des lacunes existantes ont été consolidés et validés.

Des options définitives et de mesures politiques, juridiques et réglementaires ont été soumises et adoptées. Elles sont inspirées des enseignements pertinents des études comparatives concernant les expériences d'autres pays dans le monde, du contexte juridique international et des LD de l'Union Africaine sur les RG et CTA, DPI en lien avec l'APA, la CBD et le PN, pour la mise en place de législation nationale performante et conforme aux objectifs stratégiques nationaux.

Les parties prenantes institutionnelles et acteurs clés ont élaboré et adopté des avant-projets de décrets d'application de la Loi n°14-07 du 09 août 2014 relative aux ressources biologiques.



630 000 m³ d'eau ont été distribués en faveur des réfugiés sahraouis, ainsi que 1 300 réservoirs en plastique pour le stockage en faveur des familles les plus vulnérables dans les camps (UNHCR)

Dans le domaine de l'aide humanitaire, l'appui du Système des Nations Unies est essentiellement destiné aux réfugiés du Sahara occidental et aux réfugiés et demandeurs d'asile.

Trois agences sont principalement actives dans ce cadre : Le Haut-Commissariat aux Réfugiés (UNHCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). En plus de l'assistance humanitaire aux Sahraouis, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) Algérie, apporte un soutien aux autorités algériennes dans les domaines liés à la migration et mène des activités pour la protection et l'assistance des migrants.



AVEC

Les Ministères des Affaires Étrangères ; de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire.



Réfugiés Sahraouis - Contexte camps

Protection

Assistance spécifique aux personnes handicapées



En plus de la distribution d'articles non alimentaires pour adultes et enfants atteints de paralysie cérébrale et de nourriture et articles non alimentaires pour les séjours des patients sur place, des accès et installations WASH adaptées aux personnes aux besoins spécifiques dans les écoles et des services de physiothérapie ont été mis en place pour les personnes âgées et alitées.

En parallèle, des activités de renforcement des capacités, fourniture d'équipements, séances de

sensibilisation et formations sur la santé mentale et le soutien psychosocial ont été menées en faveur du département de la Justice et de la Commission des droits de l'homme.

Des sessions de sensibilisation ont également été organisées au profit des familles, membres d'organisation, personnel de l'éducation et les sensibiliser aux approches sur le handicap et les pratiques de l'éducation inclusive.



Éducation

Des fournitures pédagogiques, d'équipement et d'uniformes et de de collations scolaires ont été distribuées à plus de 39 000 enfants d'écoles primaires et entretien des écoles dans tous les camps grâce à un atelier mobile.

1 070 membres du personnel éducatif ont reçu une prime de motivation.

Une assistance technique a été apportée pour le renforcement des capacités du personnel de l'éducation (inspecteurs, enseignants et formateurs du centre pédagogique chargé de la formation des

enseignants).

137 étudiants de l'enseignement supérieur ont reçu un soutien dans différentes universités en Algérie dans le cadre du programme de bourses DAFI pour l'année scolaire 2019/2020.

Un soutien psychosocial et de santé mentale a également été apporté aux élèves, y compris aux enfants ayant des besoins spécifiques, dans des centres d'éducation spécialisée.

Le projet d'initiative jeunesse a été mis en œuvre et



l'organisme communautaire des initiatives jeunesse a été créé en coordination avec le département sahraoui de la jeunesse et des sports.

Une stratégie pour le secteur de l'éducation a été développé, accompagnée d'une contribution pour l'élaboration d'une stratégie sur cinq ans pour la construction et réhabilitation des écoles.

Santé

48 médecins sahraouis et environ 260 autres professionnels de santé travaillant dans des programmes de santé à base communautaire ont reçu une prime de motivation.

Des équipements et des consommables de laboratoire, de radiologie et de soins dentaires ont été achetés, permettant ainsi de couvrir environ 75% des besoins.

Dans le cadre de la stratégie de lutte contre les Maladies Non Transmissibles (MNT), des appareils de laboratoire, permettant le suivi régulier des patients diabétiques, ainsi que de 4 échographes, ont été distribués à tous les hôpitaux régionaux et centraux.

Dans le cadre du plan de renouvellement régulier de la flotte d'ambulances, 4 ambulances ont été commandées.

25 réfugiés sahraouis ont pu bénéficier de séances d'hémodialyse régulières, avec prise en charge du transport des patients à partir des 5 camps vers l'hôpital de Tindouf assurant l'hémodialyse gratuitement.

Grâce à l'ouverture d'une maison d'accueil à Alger destinée à la réception des patients des camps pour des soins palliatifs en oncologie, près de 75 patients ont été accueillis en 2019.

32 commissions médicales multidisciplinaires venant de l'étranger (logistique et hébergement)

630 000 m³ d'eau ont été distribués en faveur des réfugiés sahraouis

Une assistance technique et en équipements a été apportée pour le développement d'un système d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE).

ont apporté leur appui : environ 8 221 consultations médicales et 684 interventions chirurgicales ont été réalisées par ces commissions.

Un appui a aussi été apporté au Système d'Information Sanitaire (SIS), par la facilitation de deux sessions de renforcement des capacités et achat de fournitures et équipements informatiques afin d'étendre le SIS à toutes les structures de santé.

La construction d'un nouveau centre de santé a été

Environ **2000 tests** rapides pour les principales IST ont été envoyés et quatre campagnes de sensibilisation aux IST / VIH organisées. Environ **3 000** personnes ont assisté aux séances.

lancée dans le camp de Boujdour (taux d'achèvement à 50%).

Un financement a été attribué à l'école locale de sages-femmes et d'infirmières. En mai 2019, 22 élèves ont obtenu leurs diplômes (16 infirmières et 6 sages-femmes). À la rentrée 2019, 74 élèves étaient inscrits au sein de l'école.

Environ 2 000 tests rapides pour les principales IST ont été envoyés et quatre campagnes de



Une jeune infirmière donne une consultation à un enfant de 18 mois dans le camp d'Awserd (UNHCR)

sensibilisation aux IST / VIH organisées. Environ 3 000 personnes ont assisté aux séances.

Un soutien a été apporté au renforcement du Programme Elargi de Vaccination (PEV) et à la couverture vaccinale optimale, tout comme à la réduction de la mortalité néonatale et maternelle à travers le renforcement des capacités du personnel de néonatalogie via des stages pratiques dans un CHU de référence au nord de l'Algérie.

Nutrition

Le SNU aide à lutter contre la malnutrition et l'anémie dans les camps en fournissant des produits

nutritionnels spéciaux aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes.

Depuis octobre, le SNU fournit à environ 8 000 femmes enceintes et mères allaitantes des coupons pour accéder de l'alimentation frais. Chaque femme reçoit 1 400 DZD qu'elle peut utiliser pour acheter des aliments frais comme des œufs et des légumes dans les magasins du camp.

Une enquête nutritionnelle a été réalisée dans les camps.

Un appui a été apporté à l'organisation de deux sessions de formation : une en faveur du personnel

du Programme Intégré de Santé Infantile Sahraoui (PISIS) et des responsables locaux de la nutrition (15 bénéficiaires), une relative au dépistage actif de la malnutrition dans la communauté ainsi qu'au suivi de la croissance (65 bénéficiaires au total).

Avec le Croissant-Rouge algérien (CRA), de nouveaux équipements de nutrition et de PISIS ont été distribués afin de soutenir le rôle des centres de santé communautaires dans la gestion des maladies infantiles et des programmes de nutrition.

Toujours avec le CRA, les familles sahraouies les plus gravement touchées par la malnutrition ont reçu un soutien. Au total, 263 ménages ont reçu des chèvres allaitantes (deux par famille) et des aliments et ont bénéficié de services vétérinaires.

Des produits nutritionnels spéciaux aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes (8 000 femmes) ont enfin été distribués.



1 272 réfugiés et demandeurs d'asile ont été orientés vers les structures de santé publique

Sécurité alimentaire

Le SNU a distribué chaque mois des rations alimentaires qui couvrent les besoins alimentaires de base des 133 672 réfugiés (2 100 kilocalories par jour et par personne).

375 tonnes d'aliments frais ont été distribuées avec l'appui du Croissant-Rouge algérien pendant le mois de Ramadan. L'achat de 67 tonnes de levure séchée doit permettre de couvrir les besoins jusqu'en août 2020.

Toujours par l'intermédiaire du Croissant-Rouge algérien, 3 500 cuisinières ont été distribuées aux réfugiés les plus vulnérables, 778 nouvelles bouteilles de gaz B13, 250 nouvelles bouteilles B3 et 100 nouvelles bouteilles B6 et remplissage de 224 000 bouteilles de gaz ont pu être achetées.

Des rations alimentaires couvrant les besoins alimentaires de base des 133 672 réfugiés ont été

distribuées chaque mois.

Eau, hygiène, assainissement

630 000 m³ d'eau ont été distribués en faveur des réfugiés sahraouis, ainsi que 1 300 réservoirs en plastique pour le stockage en faveur des familles les plus vulnérables dans les camps.

Un laboratoire pour l'analyse de l'eau a été installé dans les camps pour le suivi de la qualité de l'eau distribuée aux réfugiés.

8 camions-citernes ont été achetés pour la distribution de l'eau dans les camps

Une étude topographique a été réalisée dans les 5 camps sur une superficie de 94 km², pour l'extension du réseau de distribution d'eau dans les camps.



Lancement de la rentrée scolaire 2018-2019 dans les camps de réfugiés sahraouis. Sensibilisation des jeunes à la déperdition scolaire et aux dangers d'Internet à travers le théâtre interactif (UNICEF)

2 forages existants, 3 réservoirs et une partie du réseau de distribution d'eau ont été réhabilités dans le camp de Smara et de 2 forages de prospection ont été réalisés dans le camp de Awserd.

Des plans stratégiques de 5 ans ont été élaborés pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau dans les camps et pour la gestion des déchets.

3 camions ont été achetés pour la collecte des déchets solides et des primes ont été versées aux 82 travailleurs en charge de la gestion des déchets pour collecter les déchets solides dans les 5 camps.

5 conteneurs en briques ont été construits pour la collecte des ordures dans le marché de Rabouni.

Des campagnes de sensibilisation et des sessions de formation ont été organisées sur la réutilisation des déchets solides et sur l'importance de prendre soin de l'environnement dans 10 écoles secondaires dans les camps.

560 000 barres de savon ont été distribués aux réfugiés et à 123 établissements de santé et d'éducation ainsi que de 24 575 litres d'eau de Javel pour la chloration de l'eau et 27 100 litres d'eau de Javel sous forme de berlingot aux hôpitaux et dispensaires.

Des installations WASH et l'atelier de production de javel ont été réhabilités pour améliorer les conditions de stockage d'hypochlorite de sodium.

Une enquête a été réalisée sur la situation « eau, assainissement et hygiène » auprès de 3 350 familles et d'une enquête Connaissances et Aptitudes et Pratiques (KAP) dans le cadre de la promotion des pratiques d'hygiènes en milieu scolaires.

Des campagnes de sensibilisation ont été menées sur les pratiques d'hygiènes pour les enfants scolarisés des cinq camps.

Des ateliers sur les bonnes pratiques d'hygiènes ont été organisés au profit des enseignants et du personnel administratif des écoles, avec élaboration d'un guide et d'affiches pour la promotion de l'hygiène scolaire à destination des écoles et centres de santé.

Logement



Du matériel et des accessoires pour la couture de tentes traditionnelles de style sahraoui ont été distribués à 1 005 familles réfugiées

Autonomisation



En partenariat avec DRC, 672 porteurs de projets d'entrepreneuriat ont bénéficié d'une formation courte aux compétences en affaires. Des actifs productifs et financiers ont été attribués à 25 jeunes entreprises.

En partenariat avec l'UAM, une quatrième édition du

cours hybride sur l'entrepreneuriat a été organisée pour 17 jeunes hommes et 13 jeunes femmes réfugiés. 372 jeunes réfugiés, dont 222 jeunes femmes, ont bénéficié de l'appui à la formation professionnelle.

En partenariat avec le CRA, des actifs productifs ont été distribués à des coopératives de l'école des arts de Boujdour ainsi qu'à une coopérative de musique et un atelier d'impression numérique.

La première pisciculture a été lancée dans un camp de réfugiés et est opérationnelle depuis février 2019. Une équipe de 15 réfugiés (hommes et femmes) a été formée pour gérer la ferme et le premier cycle de production du poisson tilapia a réussi.

Du fourrage frais a été produit à travers 250 unités hydroponiques gérées par des familles de réfugiés.

Des fournitures pédagogiques, d'équipement et d'uniformes et de collations scolaires ont été distribuées à plus de **39 000 enfants** d'écoles primaires et entretien des écoles dans tous les camps grâce à un atelier mobile

Dans le cadre de H2Optimal, qui explore des méthodes de culture innovantes pour optimiser l'utilisation de l'eau et permettre l'agriculture dans cet environnement hostile, la technologie Groasis waterboxx[®] a été introduite. Elle permet d'optimiser l'utilisation de l'eau pour l'agriculture dans le désert et permet aux bénéficiaires, en particulier les femmes (67%), de cultiver des légumes et des fruits. Au total, 2 138 boîtes à eau (3 000 prévues) ont été installées, au profit de 172 ménages et d'une coopérative de femmes. Des hommes et des femmes ont été formés et ont reçu un soutien technique pour produire des tomates et des aubergines.

Réfugiés / Demandeurs d'asile / Migrants - Contexte urbain Protection

Une assistance a été fournie à 1 238 migrants, avec conseil pour le Retour Volontaire et Réintégration Assistés (872 migrants ont bénéficié de ce programme). 2 501 demandeurs d'asile ont été enregistrés et 235 réfugiés reconnus. Au 31 décembre 2019, 10 397 personnes relevaient de la compétence du (75% originaire de Syrie).

supplémentaire (fournitures scolaires, transport, cours de soutien a été fourni pour les enfants déscolarisés afin de faciliter leur réinsertion dans le système éducatif.

Éducation

Des cours pour Algériens et étrangers (environ 60 participants) ont été organisés dans les disciplines suivantes : anglais, informatique, alphabétisation, mosaïque et peinture sur bois, couture, waxing, santé reproductive...

147 enfants réfugiés et demandeurs 50 enfants réfugiés (26 filles, 24 garçons) ont été inscrits dans des établissements scolaires publics. Un appui

Santé

Une assistance a été fournie à 900 migrants avec visite médicale avant le départ (Fit to travel checks).

1 272 réfugiés et demandeurs d'asile ont été orientés vers les structures de santé publique (86 réfugiés et demandeurs d'asile ont reçu une aide psychologique).

Un appui a été fourni aux activités visant à prévenir et réduire le risque de violence sexuelle et basée sur le genre.

Deux ateliers de renforcement des capacités et échange de bonnes pratiques sur la santé migratoire ont été organisés pour 52 participants, fonctionnaires aux frontières et personnel médical.

Du matériel sanitaire a été fourni aux centres de surveillance épidémiologique à Ouargla et Tamanrasset (zones de transit pour les migrants) : 50 Malaria Tests, 50 HIV 1/2 Human Immunodeficiency Virus 1/2 Tests, 50 HBs Ag Hepatitis B Tests, 50 HCV Hepatitis C Virus Tests, 50 Syphilis Tests.

Sécurité alimentaire

Une aide financière alimentaire a été attribuée à 432 réfugiés vivant en milieu urbain pour subvenir à leurs besoins de base.

Logement

Un hébergement temporaire a été mis en place pour 30 migrants au Dispositif d'Accueil pour le Retour Volontaire (DARV). Une aide financière au logement a été attribuée à 316 réfugiés, 208 réfugiés vulnérables ont été hébergés dans des appartements.

Autonomisation

L'accès de 47 jeunes réfugiés (32 femmes, 15 hommes) a été facilité à des formations techniques et professionnelles dans les centres publics et privés. Une assistance à la réintégration socio-économique a été mise en œuvre pour les projets de développement d'entreprise.

Solutions durables

Une assistance a été fournie à 1 238 migrants, avec conseil, pour le Retour Volontaire et Réintégration Assistés (872 migrants bénéficiaires). 583 migrants algériens ont été pris en charge dans le cadre du Programme de Retour Volontaire et Réintégration



Campagne « 7 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre » avec les demandeurs d'asile et les réfugiés (UNHCR)

Assistés vers l'Algérie (268 ont reçu assistance à la réintégration).

Une assistance à la réinstallation vers des pays tiers a été apportée à 110 réfugiés.

17 représentants du Ministère des Affaires Étrangères, Ministère de l'Intérieur, Croissant Rouge Algérien et Conseil National pour le Droits de l'Homme ont suivi une formation sur les thématiques suivantes : phénomènes migratoires dans la région, programme de Retour Volontaire Assisté et Réintégration, gestion des cas (Identification, prise en charge, évaluation, planification, assistance), protection des enfants migrants non accompagnés et détermination de l'intérêt supérieur.

Un atelier de renforcement des capacités des fonctionnaires, surtout chargés de l'immigration et des contrôles aux frontières, a été organisé sur le programme de Retour Volontaire Assisté et Réintégration et sur la gestion des frontières.

Une assistance à la réinstallation vers des pays tiers a été apportée à **110 réfugiés**.



Véhicules de la force d'intervention de la région occidentale (CLCPRO)

De par sa longue tradition de coopération SUD-SUD, favorisée par ancrage géographique au carrefour des espaces maghrébin, africain, arabe et méditerranéen, son statut économique, son histoire ancienne et récente et son adhésion à de multiples institutions multilatérales de coopération, l'Algérie dispose aujourd'hui d'un fort atout et potentiel de croissance. En 2019, le SNU s'est engagé à soutenir les efforts de l'Algérie en matière la coopération SUD-SUD et triangulaire et d'encourager la diffusion des bonnes pratiques et des initiatives algériennes aux niveaux régional et international.



COOPÉRATION SUD-SUD



AVEC *Les Ministères de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche ; de l'Industrie ; de la Culture, de la Justice.*

Lutte contre le Criquet pèlerin

La Commission de Lutte contre le Criquet Pèlerin dans la Région Occidentale (CLCPRO) met en exergue la coopération Sud-Sud par l'institutionnalisation de la coopération entre les pays sur lesquels repose la charge des activités de prévention : Mali, Mauritanie, Niger et Tchad, et ceux concernés directement par les invasions acridiennes (Algérie, Burkina Faso, Maroc, et Sénégal) à travers la mise en œuvre d'un fonds régional de gestion du risque acridien de six millions de dollars pour faire face aux urgences acridiennes, financés sur les contributions volontaires des États membres de la CLCPRO et des partenaires financiers.

Deux pays de la région, l'Algérie et la Mauritanie se distinguent particulièrement par le fait qu'ils abritent deux zones de reproduction du criquet pèlerin, estivale et hivernoprintanière et jouent donc un rôle déterminant dans le succès de la lutte préventive.

En 2019, plusieurs actions ont été menées. Le transfert de pesticides et autres équipements entre les pays membres de la CLCPRO s'est opéré à travers les opérations de triangulation. Du matériel de prospection, de traitement et de protection contre

le risque d'empoisonnement par les pesticides a été fourni au profit de quatre pays (Algérie, Mauritanie, Niger et Tchad) pour assurer le suivi sanitaire des applicateurs de pesticides

La CLCPRO a également contribué à la certification ISO du laboratoire d'analyse des pesticides en Algérie et à la formation de son personnel. Ce laboratoire contribuera à l'analyse des échantillons des pesticides reçus des dix pays de la région

Projet Parcs culturels

Deux importants voyages d'études ont été organisés à l'intention de 25 gestionnaires des parcs culturels auprès du site du patrimoine mondial de Vallée du Côa (Portugal).

Une visite d'étude sur la mise en réseau des aires protégées par l'unité « Renforcement des institutions » de la commission européenne (TAIEX), a eu lieu en collaboration avec la Fédération des parcs naturels Régionaux de France. Les échanges entre les PNUD Irak et Algérie ont été renforcés.

Restauration des Écosystèmes forestiers et pastoraux

La FAO, en collaboration avec son bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique du Nord et le bureau

en Mauritanie, a organisé du 18 au 20 novembre 2019 à Nouakchott, un atelier régional regroupant



les 5 pays du Maghreb (Algérie, Lybie, Maroc, Mauritanie Tunisie) sur la « Restauration des écosystèmes forestiers et pastoraux ».

Cet atelier a permis de renforcer les échanges d'expériences et de perspectives entre les pays de la région sur les opportunités de promotion de la gestion durable des écosystèmes forestiers et pastoraux.



Renforcement des capacités de l'administration pénitentiaire

Un projet de coopération Sud-Sud visant à former des agents supérieurs de l'Administration pénitentiaire libyenne au sein de l'École nationale de l'Administration pénitentiaire Algérienne en 2019 a été élaboré par le SNU après une première mission d'évaluation des besoins et priorités de la Libye.



Protection de la propriété intellectuelle et industrielle

Un séminaire régional s'est tenu à Alger à l'intention des directeurs des offices de propriété intellectuelle de tous les pays arabes sur la promotion du respect de la propriété industrielle par la sensibilisation.



Sauvegarde du patrimoine culturel

Le conseil d'administration du Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel en Afrique (CRESPIAF), basé à Alger, en tant que Centre de catégorie 2 opérant sous l'égide de l'UNESCO, s'est réuni pour la première fois. Sept centres et instituts de catégorie 2, dédiés au PCI de par le monde, qui s'est tenue en juillet 2019, à Alger se sont également réunis. En décembre 2019, s'est tenue une réunion transnationale Algérie-Libye-Tunisie à Alger, pour le renforcement des capacités des acteurs de la lutte contre le trafic illicite de biens culturels, dans une perspective de coopération transfrontalière entre les trois pays voisins.

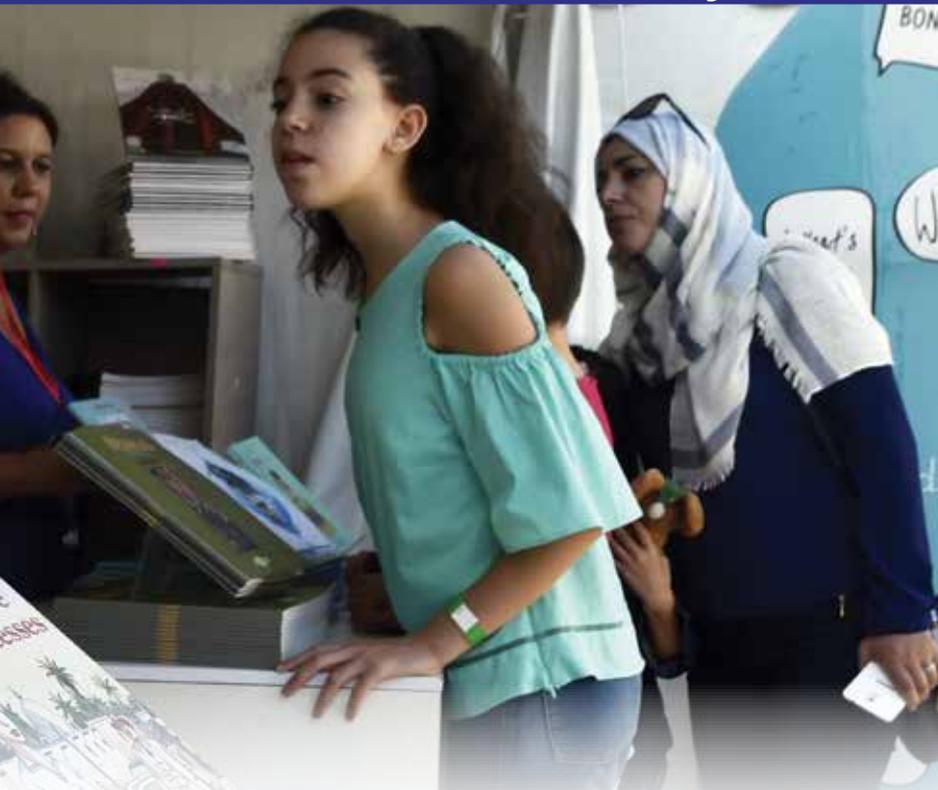
Promotion des industries créatives

Le SNU a apporté son appui à la participation de cinq réalisatrices dans le cadre du projet régional cofinancé par l'Union européenne «Renforcement d'un secteur du film sensible au genre dans la région Maghreb-Machreq» lors du Festival du Film de Béjaïa. Elles ont pu présenter leurs films au grand public en Algérie et animer des débats.



Appui au festival international de la BD à Alger (AFP)

JEUNESSE



La dimension démographique, présente et future, confère à la jeunesse une place centrale dans les préoccupations nationales et de la coopération, notamment en matière d'éducation, de formation, d'emploi, de citoyenneté et de planification des services sociaux et de logement ainsi que sa participation dans les efforts de développement du pays. Compte tenu du caractère transversal des questions de jeunesse, en 2019, le SNU a adopté une démarche inclusive envers les jeunes et nexus Formation – Emploi, participation civique et politique ainsi que le bien-être



AVEC *Les Ministères de la Culture ; de la Jeunesse et des Sports ; du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.*

De l'université vers le monde du travail



Le SNU a contribué à la facilitation de la transition des jeunes diplômés de l'université au marché du travail dans le cadre du projet Twadif, et à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes dans le cadre du projet Taehyl.

Promotion des compétences de vie



Un état des lieux a été dressé sur l'intégration des compétences de vie dans les programmes de l'Éducation formelle et non formelle.

Un partenariat avec les Scouts Musulmans Algériens (SMA) a été conclu pour la promotion des compétences de vie dans les programmes pédagogiques de l'organisation. Les capacités des animateurs des SMA ont été renforcées en matière de promotion des compétences de vie et des nouvelles techniques d'animation au niveau de deux centres de vacances et de loisirs pour jeunes, dans les wilayas d'Alger et de Jijel.



Célébration UN Staff Day 2019 (UNIC)

Le Centre d'information des Nations Unies en Algérie (CINU) a accompagné le travail de développement du Système en diffusant une information fiable et ponctuelle et en assurant la promotion des valeurs onusiennes tout au long de l'année. Toujours plus près des partenaires, journalistes, responsables gouvernementaux, représentants de la société civile, étudiants, éducateurs et chercheurs, la communication a constitué un des principaux piliers de notre travail.

Que cela soit pour informer sur le cadre de partenariat Algérie- Nations Unies, la promotion des Objectifs de Développement Durable (appui à l'organisation et médiatisation des ateliers ODD 3 et ODD5) ou encore relier les messages globaux du SG et les diffuser au niveau national, le CINU Algérie met en œuvre la stratégie de communication du Système. Un contenu d'information précis, des supports et matériaux de communication adaptés, un contact permanent avec les médias et le large public, le système des Nations Unies est toujours à l'écoute.

LA COMMUNICATION, UN ÉLÉMENT STRATÉGIQUE DE NOTRE TRAVAIL

Toujours plus proches de vous grâce à :

Site web du CINU : <http://algiers.sites.unicnetwork.org/>

Site Web du Système des Nations Unies en Algérie : <https://algeria.un.org/>

Facebook : <https://web.facebook.com/UNALGERIA>

Twitter : <https://twitter.com/UNALGERIA>

Quelques exemples :

La Journée du Personnel des Nations Unies, une famille engagée



Comme de tradition depuis 1953, la Journée du Personnel des Nations Unies, célébrée le 25 octobre, offre aux fonctionnaires la possibilité de marquer une pause, de se réunir entre amis et de célébrer les principes intemporels de la Charte des Nations Unies. Quel que soit notre poste dans l'organisation, quel que soit notre lieu d'affectation et que nous soyons en début ou en fin de carrière, cette journée est un moment pour réitérer notre engagement pour des valeurs qui sont au cœur de notre travail.

À Alger, cette journée a été célébrée le 24 octobre dans le cadre convivial du centre de thalassothérapie de Sidi Fredj, où les fonctionnaires se sont retrouvés pour renforcer l'esprit d'équipe. La journée a été une combinaison d'ateliers, d'expérience dynamisante, conviviale et interactive autour de moments partagés en équipes durant lesquels se mêlent action, challenge, apprentissage, détente et bonne humeur. Un moment de rapprochement et de découverte mutuelle.

Célébration du Mandela Day 18 juillet 2019, agissons et inspirons le changement !



L'esprit libre de Madiba, nous a encore réunis autour d'une autre action au service de la collectivité. Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale Nelson Mandela, commémorée, le 18 juillet de chaque année, le Système des Nations Unies et l'Ambassade d'Afrique du Sud ont rendu visite aux enfants malades du service de pédiatrie du CHU Lamine Debaghine, de Bab El Oued, Alger. Cette visite a été une occasion pour partager un moment de lecture et de jeu avec les petits pour promouvoir l'héritage de Mandela, qui disait « rien n'est plus révélateur de l'âme d'une société que la façon dont elle traite ses enfants ».

En novembre 2009, l'Assemblée générale des Nations Unies déclarait le 18 juillet « Journée internationale Nelson Mandela » en l'honneur de la contribution apportée par l'ex-Président sud-africain à la culture de la paix et de la liberté. Durant cette journée, chaque citoyen du monde est appelé à consacrer symboliquement 77 minutes de son temps à une œuvre au service de la collectivité, en mémoire des 67 années que Mandela a vouées à sa lutte pour la justice sociale, l'égalité, réconciliation et diversité culturelle. Le 18 juillet correspond à la date d'anniversaire de Nelson Mandela.

Pour plus d'information : <https://www.un.org/fr/events/mandeladay/>

ÉTATS FINANCIERS

AXE DEVELOPPEMENT	Décaissés 2019	Budget 2019 (CdCs)	% Décaissements vs Budget (2019)
Diversification économique	2 396 242	5 900 000	40,61 %
Développement social	4 062 588	3 551 950	114,38 %
Environnement	1 344 817	1 425 000	94,37 %
Gouvernance	3 094 335	3 790 000	81,64 %
Total	10 897 982	14 666 950	74,30 %

AXE HUMANITAIRE	Agence	Décaissés en 2019
Tindouf	PAM	\$ 18 500 000
	UNHCR	\$ 12 024 000
	UNICEF	\$ 1 174 037
Total Tindouf		\$ 31 698 037
Autre	UNHCR	\$ 1 260 000
	OIM	\$ 3 381 176
Total Autre		\$ 4 641 176
Total Humanitaire		\$ 36 339 213
GRAND TOTAL		\$ 47 237 195

NOS PARTENAIRES

L'Algérie, qui finance son développement, contribue également au financement de l'appui technique fourni par le Système des Nations Unies

Algérie 	Allemagne 	Andorre 	Arabie Saoudite 	Belgique 	Brésil 
Canada 	Corée 	Espagne 	États-Unis 	Italie 	Japon 
Norvège 	Pays-Bas 	Royaume-Uni 	Suède 	Suisse 	U E 
		GEF 		GCF 	

L'ANNÉE 2019 EN PHOTOS



Célébration du Mandela Day 2019 (UNIC)



Célébration UN Staff Day 2019 (UNIC)



Atelier de sensibilisation et d'information ODD 5 (UNIC)



Célébration de la Journée Mondiale contre les Violences faites aux femmes 2019 (UNIC)



Célébration du Mandela Day 2019 (UNIC)



L'ex-chef de l'État Abdelkader Bensalah reçoit Eric Overvest pour la remise de ses lettres de créances (APS)



Retraite de l'UNCT mars 2020 (UNIC)



Cérémonie de signature du nouveau CdCS 2019-2021 (UNIC)



Journée Mondiale de Lutte contre le SIDA 2019 (UNIC)



NATIONS UNIES
ALGÉRIE

